

STOP PASS SANITAIRE - Tous avec les soignants !

Appel de collectifs lyonnais (premiers signataires : Assemblée Gilets Jaunes - Lyon et environs, CNNR-Lyon, Fakir Lyon et la région)

➔ Évènement Facebook : <https://urlz.fr/gdQ5>

➔ **Rejoignons le rassemblement déclaré des soignants ce samedi 31 juillet 12h devant l'hôpital Édouard Herriot - Lyon 8^e - Métro Grange Blanche (<https://urlz.fr/gdKr>) :**

- Pour la levée des brevets et un accès des vaccins partout dans le monde
- Pour une vaccination consentie et éclairée
- Pour des moyens humains et matériels pour les hôpitaux et le référendum d'initiative partagée (RIP) notrehopital.org
- Non au pass sanitaire, réponse autoritaire, discriminatoire, inadaptée et anti-sociale
- Non aux suspensions de contrats de travail et de salaires

(Rassemblement pacifique dans le respect des précautions sanitaires)

➔ **Pour info, également pour ceux qui le souhaitent : manifestation non déclarée, 14h, Place Carnot - Lyon 2^e (<https://urlz.fr/gdKy>, <https://urlz.fr/gdKS>)**

■ Le gouvernement méprise les soignants

« Héros en blouse blanche » au printemps 2020, alors équipés de sacs poubelle et sans matériel de protection, contraints de rester en poste en étant positif asymptomatique, sans reconnaissance pour tous du Covid en maladie professionnelle, en effectifs et nombre de lits réduits depuis des années et encore aujourd'hui... et maintenant pointés du doigt car ils refuseraient de se faire vacciner, menacés de perdre leur salaire : le gouvernement méprise les soignants.

■ Et le gouvernement méprise les citoyens

Un an et demi de gestion de crise sanitaire par un Président isolé à l'Élysée, dans le secret du Conseil de défense. Un fiasco sur les masques, les tests, l'approvisionnement en vaccins. Et soudain : pass sanitaire !

La Défenseure des droits, la CNIL, le Conseil d'État, l'Observatoire de la Transparence des Médicaments, des chercheurs, les syndicats, des élus alertent, sur les libertés en danger, sur la vaccination des plus jeunes, sur la nécessité de convaincre plutôt que contraindre dans les politiques vaccinales, sur les suspensions des contrats de travail et des salaires. Mais non, sur tous **ces sujets, graves, dont il faudrait débattre en profondeur en y associant la société**, il n'y aura pas de questions, pas de débats publics larges. Ça passera, en procédure accélérée, en quelques jours, en force, comme l'a décidé le monarque de l'Élysée.

■ Pass sanitaire, précarité, climat : Macron passe en force

La réforme de l'assurance-chômage, pareil, ça passera, en force, comme l'a annoncé Macron le 12 juillet. Rien à faire des censures du Conseil d'État, rien à faire de la **baisse des allocations pour plus d'un million de personnes, alors que les milliardaires français ont engrangé**

+68% de patrimoine (176 milliards d'euros) en un an de crise sanitaire, alors qu'il y a un million de pauvres en plus et que les files de distribution alimentaire continuent. La loi climat, ça passera, en force. Rien à faire des promesses faites à la Convention citoyenne pour le Climat, rien à faire des associations écologistes, rien à faire de la destruction des écosystèmes par les multinationales et les plus riches favorisant l'apparition et la diffusion de virus pandémiques.

■ **Les solutions sont là : de la démocratie, de l'humain, mobilisons-nous !**

Pourtant, les solutions sont là. Pour le Covid par exemple :

- la **levée des brevets sur les vaccins**, seule manière de sortir de la pandémie en France en ralentissant le virus au niveau mondial, mais bloquée par le gouvernement à l'OMC.
- une **stratégie de santé publique de proximité**, réclamée depuis des mois, pour convaincre de l'utilité de la vaccination (Irène Frachon, qui a révélé le scandale du Mediator, incite à la vaccination) ; une politique solide et gratuite de « tester-tracer-isoler » complémentaire de la vaccination.
- la **transparence des politiques de santé publique, un pôle de santé public avec un contrôle citoyen**, des financements massifs pour la recherche publique, pour éviter que des PDG de labos pharmaceutiques comme celui de Moderna deviennent milliardaires en pleine crise sanitaire avec 3,5 milliards de fortune.

Que diraient les citoyens et citoyennes de tout ça, si leur avis comptait vraiment dans les décisions ? En mai 2021, un sondage (Ifop pour l'Humanité) indiquait que **93% des Français seraient favorables à un grand plan de réinvestissement dans les services publics**, que 83% voudraient taxer les dividendes des actionnaires des plus grandes entreprises...

Voilà notre horizon, pour le Covid, l'hôpital, et le reste : de la démocratie, de l'humain.
Maintenant, mobilisons-nous !